

Politique de la ville en Rhône-Alpes: une nouvelle donne ?

La nouvelle géographie des communes en politique de la ville marque un paysage en recomposition. Une quarantaine de communes "sortent", eu égard au critère retenu, celui des bas revenus. La perte semble moindre que celle qui était crainte initialement par les acteurs locaux. Quant aux villes qui "restent", elles voient le nombre d'habitants concernés par ce nouveau découpage baisser de façon conséquente. Est-ce la preuve d'une possible concentration ? Il est trop tôt pour l'évaluer précisément. Seize communes sont "entrantes", notamment des petites communes de l'Ain, la Haute-Savoie, la Drôme ou l'Ardèche... avec, y compris, reconnaissons-le, des territoires "qui n'étaient pas dans le viseur a priori", aux dires même des acteurs rhônalpins.

Avec dorénavant sur la photo: des communes en déprise, affectées par la crise de l'emploi; des communes péri-urbaines en possible bascule; et des communes qui historiquement cumulent difficultés sociales et économiques, mais aussi ségrégations et discriminations de masse, l'hétérogénéité est de mise. Enrichissement de la politique de la ville avec l'arrivée de territoires d'un profil nouveau, ou risque de dilution et de glissement de celle-ci vers une politique de lutte contre la pauvreté? Le débat se conduit depuis plusieurs mois, et la

présentation officielle récente de "la nouvelle carte de la pauvreté en France" a témoigné de cette ambiguïté.

Ce débat va être "chassé", au moins provisoirement, par les urgences du moment. Équipes locales et services de l'État sont au travail, pour fixer les périmètres définitifs des quartiers et définir ceux qui, parmi les territoires sortants, deviendront des territoires de veille active, d'ici fin septembre. Ces derniers seront parties prenantes du contrat de ville, avec les moyens du droit commun, et pourront, au cas par cas, bénéficier de certains leviers (réussite éducative...). La question est aussi politique: c'est dans l'équilibre entre une action conduite sur des quartiers de moindre enjeu mais où il faut rester vigilant, et des actions structurantes sur les territoires emblématiques que se construit le consensus politique qui amène les agglomérations à travailler à la réduction des inégalités territoriales.

La carte des territoires éligibles à des projets de renouvellement urbain sera quant à elle connue à l'automne. La formalisation des contrats de ville est attendue pour fin 2014: une gageure? La marche est haute, en particulier pour les nouvelles équipes municipales. Faisons confiance à l'intelligence du local pour tenir le cap et/ou plaider la nécessaire souplesse.

Retour sur l'AG du CR•DSU

Lors de son assemblée générale, le 20 mai dernier, le CR•DSU a renouvelé une grande partie de son conseil d'administration et a accueilli huit nouveaux membres parmi lesquels des élus dont c'est le premier mandat, des professionnels de la politique de la ville, le comité Rhône-Alpes des régies de quartier et la Haute école de travail social de Genève.

En outre, le Président du CR•DSU a présenté les enjeux de l'année 2014 pour le centre de ressources, sur fond de renouvellement de la politique de la ville et de changement des équipes municipales. Il a insisté sur l'importance de rencontrer ces nouvelles équipes rapidement et de réfléchir à la façon de proposer, avec des partenaires, des temps particuliers pour les élu-es qui le souhaitent, pour leur permettre de prendre à bras le corps les sujets de la politique de la ville et de la nouvelle contractualisation dès le début de leur mandat.

Il a évoqué l'enjeu d'accompagner, de qualifier, de former les "professionnel-les du droit commun" de l'État et des collectivités aux questions du développement social urbain, dans la perspective d'un contrat unique reposant d'abord sur la mobilisation du droit commun. Il a ensuite souligné l'enjeu de poursuivre l'accompagnement des professionnel-les de la politique de la ville pour élaborer le futur contrat de ville (observation locale, fabrique du contrat), et a terminé en rappelant l'importance de prolonger le cycle d'échange sur la participation des habitants, un enjeu pour tous les acteurs de la politique de la ville.

Cycle "La Fabrique des contrats de ville" au 2ème semestre

Voici les dates des 3 dernières séances de ce cycle organisé par le CR•DSU :

- Séance 4: "Projet intégré et contrat unique: organiser ensemble le volet social, urbain et économique", le mardi 23 septembre 2014, à Lyon

La matinée sera axée sur le lien entre projet urbain et projet social, l'après-midi traitera du volet économique des contrats de ville.



photo: Ruch MP / Agence d'Urbanisme de Lyon



savoir-faire & faire-savoir

des initiatives et des expériences locales

- Séance 5: "Les axes transversaux du contrat de ville", le jeudi 16 octobre 2014, à Lyon

Au programme: lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes, jeunesse, numérique et quartiers populaires.

- Séance 6: "La mobilisation des fonds européens dans les contrats de ville", le jeudi 13 novembre 2014, à Lyon

- Notez dès à présent ces dates dans vos agendas
- Programmes et inscriptions à partir de fin août sur www.crdsu.org

les rendez-vous

les événements à ne pas manquer!

- "Les nouveaux contrats de ville", les 27-28-29 août 2014, à Toulouse
Au moment où les acteurs locaux s'engagent dans l'élaboration des nouveaux contrats de ville, l'IRDSU et ses partenaires invitent les professionnels à venir travailler ensemble sur les enjeux de la réforme de la politique de la ville: diagnostic, participation citoyenne, géographie prioritaire, égalité de traitement, rôle de l'intercommunalité, quartier de "veille active", etc.

●●● Programme: www.irdsu.net

- "L'observation micro-locale: méthodes, intérêts, enjeux", le 18 septembre 2014, à Lyon

Ce séminaire, organisé par le Club de l'observation sociale en Rhône-Alpes, sera l'occasion de montrer ce que la sociologie et l'ethnologie permettent de comprendre d'une ville ou d'un quartier et comment, ensemble, elles participent à ce que l'observation sociale soit une véritable aide à la décision.

●●● Programme: www.cosra.fr

- "Qui fait quoi pour améliorer la démocratie? Discussion sur les possibles entre habitants-professionnels-élus", le 23 septembre 2014, à Valence
Rencontre nationale, organisée par l'Institut de la concertation et le collectif Pouvoir d'agir, avec la participation du conseil général de la Drôme. Elle introduira une démarche collective d'échange entre les différents acteurs des territoires porteurs de ce changement démocratique.

●●● Contact: <http://institutdelaconcertation.org/DemarchesAscendantes>

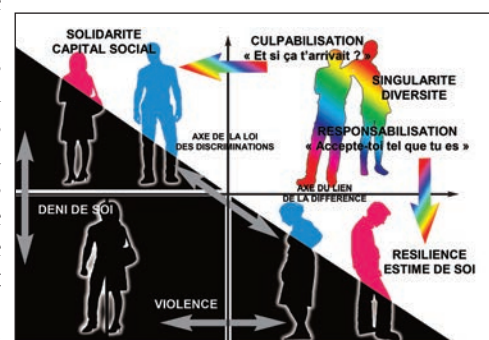
À Fontaine, des sentinelles pour prévenir les discriminations

Le service DSU de Fontaine initie et soutient diverses actions de lutte contre les discriminations au sein des collèges et du lycée de la commune. Parmi elles, on trouve le dispositif sentinelles-référents: un réseau mixte d'élèves et d'adultes dont la mission est de prévenir et de stopper les phénomènes de bouc émissaire.

Ces volontaires suivent une formation de 4 jours, animée par la Ligue française pour la santé mentale, durant laquelle ils sont sensibilisés aux phénomènes de discrimination et apprennent différents schémas d'intervention. À l'issue de la formation, les élèves participants choisissent d'endosser ou non le rôle de sentinelle. Leur tâche est de repérer au sein de leur établissement les situations de discrimination, de créer du lien avec les boucs

émissaires, les aider à sortir de leur isolement et leur proposer d'être orientés vers un adulte référent. La sentinelle intervient également auprès des témoins passifs pour les amener à sortir du déni et à réagir. Le service DSU envisage de consolider et élargir ce réseau aux acteurs socio-éducatifs du territoire.

●●● Contact: chloe.bernier@ville-fontaine.fr



À Lyon, le pari de la mixité dans les cours d'école

Dans le cadre de sa responsabilité sociétale¹, la Ville de Lyon, profitant d'un travail de réhabilitation des cours d'école, a cherché à infléchir l'usage de l'espace de la cour par les filles et les garçons. En effet, il a été constaté par exemple que les garçons avaient tendance à s'étendre sur l'espace central de la cour pour jouer au ballon tandis que les espaces "dédiés" aux filles (ex: jeu de marelle) étaient relégués sur les côtés. La ville a donc choisi d'aménager visuellement différents espaces pour favoriser la multiplicité des jeux et a proposé des équipements non marqués par un genre en particulier.

Puis elle a engagé une évaluation de cette démarche, conduite par un trio de prestataires², qui a rappelé la chance que constitue l'école mixte qui est parfois le seul lieu d'interactions réelles entre les deux sexes. Mais leur rapport souligne également l'insuffisance de la seule mixité à promouvoir l'égalité. En effet, pour éviter la reproduction des stéréotypes, les écoles doivent, en plus de la mixité, choisir des équipements non marqués sexuellement, tracer des espaces physiques

diversifiés favorisant l'expression de plusieurs types d'activités, établir des règles claires de fonctionnement et former le personnel encadrant afin de lui permettre de prendre conscience de sa capacité à véhiculer des préjugés défavorables à l'égalité entre les filles et les garçons.

●●● Contact: Nadia Hamadache, consultante
Cabinet Concept RSE, conceptrse@orange.fr

¹ Plan d'actions pour l'égalité femmes-hommes de la Ville de Lyon signé dans le cadre de la charte européenne pour l'égalité femmes-hommes dans la vie locale.

² Concept RSE, Perfégat, Genre et Ville.



Photo: www.frcepk.com



acteurs & mouvements

les changements pro en Rhône-Alpes

Des entreprises grenobloises s'unissent pour l'insertion des jeunes issus des quartiers

Booster l'insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers grenoblois, c'est un des objectifs du club entreprises-insertion, lancé fin 2013 à l'initiative de la Ville de Grenoble et de Schneider Electric. Le club, qui compte à ce jour une dizaine de membres, est ouvert à toute entreprise de la région grenobloise, désireuse d'agir ou simplement d'échanger autour des enjeux et pratiques d'insertion, en particulier des jeunes en difficulté. Engagé sur des projets, notamment axés autour des clauses d'insertion dans les marchés, ce réseau d'entreprises s'inscrit dans un environnement

partenarial impliqué depuis plusieurs années sur le champ de l'insertion et mêlant acteurs économiques et de l'emploi (CCI, missions locales), acteurs publics (ville, agglomération, État). Cette dynamique partenariale est à l'origine d'actions et événements visant l'insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers tels que le forum pour l'emploi, et les dispositifs "100 chances, 100 emplois" ou Jobs & Cités.

●●● Contact : Véronique Monpetit, chargée de projet direction économie-insertion, ville de Grenoble, veronique.monpetit@ville-grenoble.fr

● Clémence Jacquart est chef de service politique de la ville à Annonay.

● Virginie Fondeville est déléguée du Préfet pour l'Ardèche.

● Chloé Bernier est référente lutte contre les discriminations, égalité homme-femme à la ville de Fontaine.

● Béatrice Mazet est coordinatrice santé et ASV au CCAS de Saint-Martin-le-Vinoux.

● Coline Duquesne est agent de développement habitat, communication de proximité au sein de l'équipe projet Opération Renouvellement Urbain Bron Terrailon.

● Christel Rougeon est coordonnatrice du Projet éducatif de territoire à Lyon 8^{ème}.

● Laurent Jacquelin est délégué du Préfet à Saint-Priest et Mions.

● Lee Amandine est référente de parcours du PRE de Saint-Genis-Laval.

● Nathalie Dussurgey est coordinatrice ASV à Vénissieux.

● Coralie Minodier est chargée de projet des quartiers à Tarare.

réseaux & partenariats

les acteurs ressources, les métiers, les projets...

"Connexions solidaires" : un combat contre l'exclusion numérique

La précarité financière ou sociale s'accompagne trop souvent d'un accès réduit ou plus cher aux télécommunications: les plus démunis sont souvent contraints, pour appeler, de recourir à des offres prépayées très onéreuses, disponibles uniquement sur Internet. Les personnes vivant à l'hôtel ou en centre d'hébergement ne peuvent souvent pas souscrire à une connexion Internet personnelle, et peuvent se connecter uniquement pour des usages restreints.

Emmaüs Connect a créé le programme "Connexions solidaires" (partenariat avec SFR et les services sociaux des collectivités), pour permettre un accès durable aux télécommunications aux populations les plus fragiles et soutenir des usages à visée d'insertion sociale et professionnelle.

À Lyon et Grenoble, les points d'accueil proposent aux personnes orientées par des structures partenaires sur le territoire, des offres d'accès à l'Internet à tarif solidaire, et un accompagnement pédagogique sur le sujet des télécommunications, via des rendez-vous personnalisés et des ateliers collectifs.



●●● Contact : P.J. Olivier, chargé du développement de Connexions solidaires dans le Rhône, pjolivier@emmaus-connect.org

07

38

69

69

69

illustrations : www.connexions-solidaires.fr

éditée par le CR•DSU
4 rue de Narvik - BP 8054
69351 Lyon cedex 08
Tél 04 78 77 01 43 Fax 04 78 77 51 79
secretariat@crdsu.org

www.crdsu.org
ISSN 1958-5446

Directeur de la publication : Louis Levêque
Directrice de la rédaction : Isabelle Chenevez
Rédaction : l'équipe du CR•DSU
Création : Okto Novo
Exécution : Muriel Salort-Carayon
Impression : Graphiscann - 69120 Vaulx-en-Velin

Cette lettre peut également être envoyée par mail: secretariat@crdsu.org

- parution bimestrielle
- anciens n° nous consulter.

Le CR•DSU soutient les acteurs (professionnels, élus, institutionnels et partenaires locaux) dont les projets s'inscrivent dans un objectif de cohésion sociale sur un territoire. Son action : diffusion d'informations, qualification collective, mise en réseau, capitalisation des expériences régionales...

sources & ressources

quelques références d'actualité, consultables au CR•DSU

SPÉCIAL PARTICIPATION CITOYENNE

En ligne sur www.crdsu.org :

Valoriser les ressources des quartiers. Des pistes pour améliorer la conduite locale de la politique de la ville et en renforcer le caractère participatif

Thomas Kirszbaum. Amadeus, 2014

Analyse des résultats d'une enquête menée auprès de 10 municipalités ou intercommunalités adhérentes au réseau Amadeus, et présentation d'un panel d'expériences locales et des enseignements qu'on peut en tirer.

Les maires des villes de banlieue et la participation citoyenne. Une enquête auprès des maires de Ville & Banlieue, mai 2014

Ville & Banlieue a interrogé ses adhérents sur leurs représentations et leurs pratiques de la participation citoyenne, et sur leurs intentions politiques dans ce domaine.

Cadre de référence des conseils citoyens

Ministère des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports, 20/06/2014
Outil de méthode pour tous ceux qui participeront à la mise en place des conseils citoyens au sein des quartiers prioritaires.



Participation ou empowerment ?

Urbanisme n°392, printemps 2014

Ce dossier propose un rappel historique de la participation en France, et un tour d'horizon sélectif de pratiques, d'initiatives et des réflexions d'universitaires.



sites service

toute l'actualité Internet du CR•DSU et autres sites ressources

les points d'orgue du www.crdsu.org

• Rubrique Actualités

Tous les documents relatifs à la réforme de la politique de la ville et à la nouvelle géographie prioritaire en Rhône-Alpes.

• Rubrique Dossiers thématiques "La Fabrique des contrats de ville"

Retrouvez les documents distribués et projetés lors des journées du cycle d'échanges organisé par le CR•DSU.

"La politique européenne de cohésion"

Mise à jour avec de nouveaux documents: "Décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020"; "Programme opérationnel FEDER/FSE Rhône-Alpes 2014-2020. Version 3 transmise à la Commission européenne le 26 mars 2014"; "Programme opérationnel FSE national 2014-2020. Version 3 du 7 février 2014"

ailleurs sur la toile... <http://observatoire-reussite-educative.fr>

L'Observatoire des politiques locales d'éducation et de la réussite éducative est un centre de ressources, d'échanges et d'analyses sur les politiques et dispositifs publics territorialisés œuvrant en faveur de l'égalité scolaire et éducative. Cette unité de l'Institut Français de l'Éducation (IFÉ) situé au sein de l'École normale supérieure de Lyon a été créée avec le soutien du ministère de la Ville et du laboratoire Triangle, en 2013. Son site Internet collaboratif, ouvert en février 2014, recense, valorise et mutualise les actions menées au sein de l'Éducation nationale, mais aussi dans le cadre des programmes de réussite éducative, de la politique de la ville et des projets éducatifs de territoire. Il vise à mettre en réseau les acteurs de terrain (professionnels de l'Éducation nationale et de la ville, acteurs associatifs, parents d'élèves, élus) et à les faire travailler ensemble.

Il propose un panorama des thèmes ayant trait à l'éducation et la réussite éducative, présente les dispositifs existants, les problématiques à l'œuvre, des ressources de diverses natures (documents, agendas, expériences). Une cartographie dynamique donne à voir les dispositifs éducatifs en place.

